CE MONDE QUI BOUGE

Côte-d'Ivoire, Libye, en guise de démocrates, que du beau monde

Laurent Gbagbo est tombé. Alassane Ouattara est désormais président de la Côte-d'Ivoire. Grâce, ne nous leurrons pas, à l'armée française, qui, sous couvert d'un mandat de l'ONU, agissait déjà en puissance occupante.

Après la victoire d'Alassane Ouattara au scrutin présidentiel de décembre dernier, Nicolas Sarkozy avait donné à Gbagbo «quarante-huit heures» pour quitter le pouvoir ! Gbagbo, on le sait, n'a pas obtempéré, estimant que Ouattara a été élu grâce au bourrage des urnes dans le nord de la Côte-d'Ivoire sous contrôle des Forces nouvelles de Guillaume Soro, aujourd'hui Premier ministre.

Oubliant ses déclarations faites au sommet de l'Union africaine selon lesquelles «la France ne veut donner de leçons à personne», voire qu'elle n'a «pas pour vocation à s'ingérer dans les affaires internes de la Côte-d'Ivoire», Nicolas Sarkozy ordonne à ses forces d'intervenir. Selon *le Canard Enchaîné*, citant des officiers français, «la France a appuyé la conquête du sud par les forces de Ouattara», permettant à ces dernières de se retrouver en quatre jours aux abords d'Abidjan ! Le 4 avril, les hélicoptères français pilonnent les forces fidèles à Gbagbo, «frappant au passage, ajoute le journal satirique, des objectifs aussi stratégiques que le CHU et un supermarché du quartier de Cocody» ! Avant de s'attaquer à la résidence de l'ex-chef d'Etat de Côte-d'Ivoire. Selon des sources concordantes, en dépit des dénégations du ministre français de la Défense, Gérard Longuet, ce sont bel et bien les forces spéciales françaises qui ont capturé Gbagbo avant de le remettre aux forces de Ouattara !

La raison : «Entre M. Sarkozy et M.Ouattara, une amitié de 20 ans sous les auspices de M.Bouigues», écrit *Le Monde* daté d'hier mercredi. «En confiant, en 1990, la concession de l'eau et de l'électricité de Côte-d'Ivoire à Martin Bouigues, ami de Nicolas Sarkozy, Alassane Ouattara est devenu un proche du futur président français» ajoute le journal !

Précisant qu'à chacun de ses passages en France, Alassane Ouattara prenait «discrètement avec M. Sarkozy l'un de ces pots informels qui entretiennent l'amitié».

Dès lors, affirmer que Paris est intervenu sous mandat de l'ONU pour protéger la population civile ou pour faire respecter la démocratie, c'est un peu fort de café !

Concernant la Libye, levons toute équivoque : l'autocrate Mouammar Kadhafi est responsable de ce qui se passe dans son pays. Il doit partir. Toutefois, il faut convenir que cet Occident capitaliste, qui veut aujourd'hui s'en débarrasser, a tout fait pour le maintenir au pouvoir tant que ce dirigeant fantasque servait ses intérêts.

Premier à lui dérouler le tapis rouge : Nicolas Sarkozy. Adoptant un profil bas envers l'autocrate libyen, il l'a accueilli en grande pompe en France fin 2007, signature de contrats de vente d'armes à l'appui, tout en escomptant lui vendre des centrales nucléaires.Ayant manqué le train de la démocratie en Tunisie, puis en Égypte où son ami, Hosni Moubarak, co-président de l'Union pour la Méditerranée, a été contraint de partir, voilà que la situation libyenne réveille les ardeurs belliqueuses du chef de l'Etat français. Avec pour caution «morale», Bernard Henri-Lévy (BHL). Ce dernier – petit rappel utile – ne s'était pas montré aussi engagé quand Israël bombardait Ghaza en 2009. Embarqué dans un char israélien, il aura été le seul à n'avoir pas vu des civils palestiniens carrément pris pour cible. En bref, on aurait aimé le voir s'en offusquer et, partant, voir à sa suite, la France proposer à l'ONU une mesure d'exclusion aérienne en Palestine.

Quant à l'opposition libyenne, il faut savoir que le président du Conseil national de transition libyen(CNT), Mustapha Abdeljalil, islamo-nationaliste bon chic bon genre, présidait en 2007 la Cour d'appel de Tripoli qui avait confirmé la peine de mort des infirmières bulgares, avant d'être nommé ministre de la Justice par Kadhafi ! Les autres membres du CNT sont du même acabit.

En bref, tout ce beau monde, médiatisé par Al-Jazeera, avec qui le Qatar a signé avant l'heure des contrats pétroliers, a peu à voir avec la démocratie. Ça sent trop le pétrole ! En tout cas, rien à voir avec la Tunisie ni avec la démocratie. Au fait, le Qatar est-il démocratique ?

H. Z.

Par Hassane Zerrouky

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

ÉGYPTE

Moubarak, souffrant, et ses fils en détention pour 15 jours

L'ex-président égyptien Hosni Moubarak, dont l'état de santé est «instable», et ses fils Alaa et Gamal ont été placés hier en détention pour 15 jours, poursuivis pour la violente répression de la révolte ayant abouti à la chute du régime mais aussi pour corruption.

Mardi en fin de journée, c'est d'abord l'hospitalisation du président déchu qui a été annoncée, puis son interrogatoire et enfin hier le placement en détention des trois hommes.

Deux mois après la chute de Moubarak, au pouvoir pendant trois décennies, la pression reste forte en Égypte pour que l'ancien président et sa famille proche soient traduits en justice.

«Le procureur général Abdel Maguid Mahmoud a ordonné la mise en détention préventive pour 15 jours de l'ancien président Hosni Moubarak et de ses deux fils dans le cadre de l'enquête» sur l'usage de la violence contre les manifestants pendant le soulèvement de janvier et février, a indiqué un porte-parole du parquet.

La répression violente des manifestations pendant le soulèvement de janvier et février a fait quelque 800 morts, selon des sources officielles.

Les trois hommes doivent aussi être prochainement interrogés sur des accusations de corruption.

M. Moubarak, qui aurait été victime d'un accident cardiaque lors de son interrogatoire mardi, a été transporté à l'hôpital de Charm el-Cheikh, une

station balnéaire du Sinaï où il est assigné à résidence depuis sa chute le 11 février. «Son état de santé est instable», a indiqué une source médicale citée par l'agence officielle Mena.

Une autre source de l'hôpital, également citée par l'agence, a nié qu'un hélicoptère des forces armées ait atterri près de l'hôpital pour transférer l'ex-président au Caire.

«Ce n'est qu'une rumeur», a affirmé cette source, en réaction selon la Mena à une information de la chaîne satellitaire Al-Jazeera selon laquelle un hélicoptère militaire s'était posé près de l'hôpital de Charm el-Cheikh pour le transporter dans la capitale.

Selon la télévision d'Etat, il aurait refusé de s'alimenter et de boire mardi après avoir appris qu'il serait interrogé. Il a été admis dans une aile de l'hôpital réservée aux personnalités avec ses gardes du corps.

Ses deux fils sont eux arrivés hier matin à la prison de Tora, dans le sud du Caire, où se trouvent déjà plusieurs anciens ministres et cadres du régime déchu. Il se sont vu remettre des habits blancs de prisonniers, des couvertures et des matelas après avoir remis leurs téléphones portables, a indiqué l'agence officielle Mena. En état de choc, ils ont aussi refusé le petit déjeuner.

Avant la révolte, Gamal Moubarak, l'un des principaux cadres dirigeants du parti au pouvoir, le Parti national démocrate (PND), était considéré comme le successeur désigné de son père. Son frère aîné Alaa, beaucoup moins présent sur la scène politique et médiatique, a fait carrière dans les affaires.

Dimanche, le président déchu était sorti de son silence pour la première fois en deux mois pour défendre son «intégrité» en se disant victime d'une «campagne de diffamation», dans une allocution sonore diffusée par la chaîne Al-Arabiya.

Son interrogatoire ne préjuge pas d'un procès mais constitue un premier pas qui pourrait y conduire.

Un procès de M. Moubarak est réclamé avec de plus en plus d'insistance par les mouvements qui ont mené la révolte anti-régime au début de l'année, sur fond de soupçons contre l'armée, qui dirige le pays depuis sa chute, de chercher à ménager l'ancien chef d'Etat issu de ses rangs.

POUSSE AVEC EUX !

Matraque !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com

Quel est le comble pour un postier algérien en grève et qui manifeste dans la rue ? C'est de se faire embarquer…

… au poste !

Vous avez sauvagement matraqué des étudiants. Je réécris cette phrase, pour qu'il n'y ait aucun malentendu : vous avez sauvagement matraqué des étudiants. Je n'ai pas écrit à la forme interrogative «auriez-vous par hasard matraqué sauvagement des étudiants ?» Je n'ai pas écrit non plus «j'ai ouïe-dire que vous auriez matraqué des étudiants, vous confirmez cette information ?» Non ! J'ai bien écrit noir sur fond bleu : «Vous avez matraqué des étudiants.» Les choses étant ainsi dites clairement, je vous rappelle qu'avant les étudiants, vous avez matraqué les membres des Groupes de légitime défense. Vous avez également matraqué les enseignantes et enseignants contractuels. Vous avez aussi matraqué les médecins résidents. Vous avez matraqué les paramédicaux. Vous avez matraqué des députés et des chefs de partis d'opposition. Vous avez matraqué des vieillards de plus de 80 ans. Vous avez matraqué… pouce ! Interlude ! Une pause s'il vous plaît ! Je vous implore de garder une petite minute votre matraque en l'air, et, avant de l'abattre, de répondre à cette question : comptez-vous matraquer les 33 millions d'Algériennes et d'Algériens en colère ? Parce que là, la RADP prend de drôles d'allures depuis quelques semaines. Elle se transforme en SPA de la matraque, en SA de la baston, en SARL du Kallouz. Votre activité première, la plus marquante, si j'ose dire, celle où l'on ne pourra pas vous reprocher un manque de productivité et d'enthousiasme, c'est le matraquage d'un peuple, la bastonnade à grande échelle. Plus… frappant encore, vous avez matraqué des étudiants à quelques heures seulement de la célébration de Youm El Ilm, la journée du savoir ! Mon Dieu ! Ne me dites pas qu'il ne s'agit là que d'une coïncidence ? D'un concours de circonstances malheureux dans un calendrier capricieux ? Et puis, très honnêtement, si vous prenez la parole le 16 avril comme il se dit que vous allez le faire, qu'allez-vous pouvoir dire aux gens ? Que vous n'avez de cesse de promouvoir les sciences et la culture dans ce pays ? MATRAQUE ! Voilà ce que verront et entendront ces mêmes gens. MATRAQUE ! Vous êtes celui qui un 12 avril, à quelques malheureuses encablures du 16, a donné ordre à ses flics de tabasser des étudiants. Ça, voyez-vous, aucun faste à Tlemcen, aucun marbre amoureusement posé par votre ministre de la culture sous vos escarpins délicats ne pourra l'effacer. Comme un tag ! Ce mot est désormais tagué sur vos murs flambants neufs à Lalla Setti «MATRAQUE !» Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.